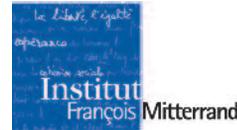


# 10 mai 1981 : retours sur une victoire

Hubert Védrine  
Jérôme Jaffré  
François Miquet-Marty  
Gérard Grunberg  
Pierre Mauroy



# 10 mai 1981 : retours sur une victoire

## AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

Hubert Védrine  
Jérôme Jaffré  
François Miquet-Marty  
Gérard Grunberg  
Pierre Mauroy

## SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	5
Hubert Védrine	
<b>La bataille électorale de 1981</b> .....	13
Jérôme Jaffré	
François Mitterrand, un accomplissement politique .....	14
Georges Marchais, la sanction des incohérences .....	22
Jacques Chirac pris dans ses calculs .....	29
Valéry Giscard d'Estaing dans sa tour d'ivoire .....	34
<b>Mai 1981 : la mobilisation de France plurielles</b> .....	43
François Miquet-Marty	
Conjoncture de campagne :	
trois séquences d'opinion décisives .....	44
Aux sources de la victoire : davantage qu'une progression	
de la gauche, la mobilisation de France plurielles .....	57
<b>Le 10 mai 1981, une alternance tranquille</b> .....	67
Gérard Grunberg	
L'acceptation du cadre institutionnel et de la primauté	
présidentielle .....	69
La neutralisation du Parti communiste .....	79
Rassurer les alliés de la France tout en poursuivant	
la politique gaulliste d'indépendance nationale .....	84
<b>Conclusion</b> .....	91
Pierre Mauroy	

## INTRODUCTION

Le 10 mai 1981, c'était il y a trente ans. Pour ceux qui l'ont vécu, il est presque impensable de le réaliser. Et rien n'effacera l'intensité de cet événement, même si énormément de faits considérables, positifs ou négatifs, heureux ou tristes, ont eu lieu depuis.

Comment le nier ? Oui, il existe une « nostalgie Mitterrand » ! C'est indéniable, même si cela énerve d'ailleurs certains éditorialistes de droite ou de gauche. C'est une nostalgie personnelle pour tous ceux qui ont eu la chance, l'opportunité, le plaisir, le bonheur de partager des moments de sa vie. C'est ineffaçable, c'est inoubliable puisque François Mitterrand donnait à tout instant passé avec lui une intensité exceptionnelle, une saveur inimitable.

**Hubert Védrine**, porte-parole de l'Elysée en 1988, secrétaire général de l'Elysée de 1991 à 1995, ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin de 1997 à 2002, préside l'Institut François Mitterrand depuis 2003. En 1981, il était conseiller diplomatique de François Mitterrand.

Je fais partie de ceux qui assument cette dimension nostalgique pour aujourd'hui, pour demain et pour après-demain. Mais il ne faut pas la confondre avec la curiosité tout à fait actuelle. Nous savons bien à l'Institut François Mitterrand que cette curiosité n'est jamais rassasiée, puisque nous recevons des demandes de chercheurs, d'analystes français, européens, du monde entier qui veulent revenir sur tel ou tel aspect de ce parcours politique et humain considérable. Considérable par la personnalité de François Mitterrand, considérable par les époques qu'il a traversées. C'est une curiosité qui ne s'éteint pas. Elle est parfois critique, généralement empathique, souvent approbatrice. Cette curiosité politique et historique est puissante. Ce n'est pas la même chose que la nostalgie personnelle.

Tout cela est normal, tout cela est très vivant, très vivace. Mais la curiosité n'est pas suffisante et la nostalgie n'est pas une attitude politique. C'est pour cela que nous avons estimé nécessaire d'aller au-delà, et que la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut François Mitterrand ont organisé une

journée de débats en partenariat avec la chaîne de télévision Public Sénat, le 6 mai 2011<sup>1</sup>.

Il y a eu en ce mois de mai 2011 d'autres réunions, d'autres débats, plusieurs émissions de télévision. Tout cela n'était ni coordonné, ni ordonné. Chacun a pu saisir cette occasion pour dire ce qu'il avait à dire, pour rappeler ses souvenirs, alimenter sa réflexion.

En ce qui nous concerne, nous avons voulu éclairer ce qui s'était passé : nous rappeler ce qu'était le projet politique d'avant mai 1981, analyser les forces en présence, revenir sur le déroulement de la campagne présidentielle, sa dynamique, sans oublier la victoire. Nous nous sommes interrogés sur la dialectique « de la victoire au changement » : changement de la France à travers un changement de la gauche, mais changement qui nous a aussi changés nous-mêmes. La France n'est plus la même

---

1. L'intégralité des débats est consultable sur le site de la Fondation Jean-Jaurès : <http://www.jean-jaures.org/Manifestations/Les-colloques/10-mai-1981-10-mai-2011-trentieme-anniversaire>

après, la gauche n'est plus la même après, le Parti socialiste n'est plus le même après.

Le présent essai propose de dresser un bilan de cette journée de réflexions. Il réunit les introductions des trois analystes – Jérôme Jaffré, François Miquet-Marty et Gérard Grunberg – qui ont ouvert chacune des tables rondes proposées, ainsi que le témoignage conclusif de Pierre Mauroy.

L'éclairage que nous avons apporté sur cette période politique majeure devait être sans anachronisme. Il faut faire un effort aujourd'hui pour nous rappeler ce qu'étaient la France et la psychologie de la société française, avant l'alternance politique. Il faut bien se remémorer ce que signifiait l'absence d'alternance politique depuis 1958 et pourquoi cela paraissait infiniment désirable, presque insupportable à force d'attente non satisfaite, d'espérances non concrétisées, mais, craignaient certains, inaccessibles... Il faut se rappeler une société, un rapport de force politique handicapant, notamment au sein de la gauche – et seul

François Mitterrand par sa tactique et sa stratégie avait trouvé la clé de ce verrou. Sur le plan international, c'était encore le monde de la guerre froide, même si elle n'était pas violente. C'était encore le monde bipolaire, avec le face-à-face entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Et, il convient de rappeler quelque chose qui n'a peut-être pas été perçu à l'époque dans toute son intensité : c'était le début de la dérégulation du système économique et financier, entamée sous l'influence de l'Ecole de Chicago par Margaret Thatcher d'abord, Ronald Reagan ensuite et poursuivie par toutes les présidences américaines, une sorte d'alliance « City-Wall Street » qui allait dominer le monde. François Mitterrand est le premier président de gauche élu au suffrage universel en France au moment même où l'ensemble du système occidental prend une direction exactement opposée ! Et peut-être que le rendez-vous de 1983 n'aurait pas eu lieu à ce moment-là, ni sous cette forme, si le contexte général avait été différent. Il n'y a pas seulement la question de la relance économique. En 1981, la plupart des économistes sérieux pensaient qu'il y aurait une relance de l'économie mondiale, qui allait

relancer l'économie européenne, y compris l'économie française, et que, par conséquent, toutes les mesures de justice sociale et de correction des inégalités – qui ont été prises à juste titre en 1981 – allaient s'inscrire dans un mouvement économique favorable. Pour comprendre mars 1983, on ne souligne pas assez ce contexte de l'économie mondiale de 1981-1983.

J'ai souhaité enfin que l'on mène ces travaux sans mimétisme. François Mitterrand, c'est l'homme, le socialiste, le Premier secrétaire, le candidat, c'est bien sûr le président mais c'est aussi le président de tous les Français. Il n'appartient pas qu'aux socialistes, même s'il est fondamental dans l'histoire de la gauche. Il n'appartient pas qu'à la gauche. Il appartient à toute la France, à tous les Français. Il n'appartient donc à personne en particulier, même s'il est une source d'inspiration sans fin, inépuisable.

Mais François Mitterrand n'est pas un modèle transposable. On tomberait dans une sorte de mimétisme simpliste si l'on disait : « rappelons-nous comment il a fait ; on va faire

pareil ». Cela ne fonctionne pas. Aucun élément du contexte de 2011 n'est comparable à celui de 1981. En dehors de la dimension personnelle et psychologique, il y a donc un contexte politique, économique, mondial à rétablir.

Projetons-nous vers l'avenir avec une référence : François Mitterrand et son élection, dans lesquels nous puiserons toujours quelque chose. Source d'inspiration, sans schématisation, sans simplisme, mais source d'inspiration qui n'a pas fini de nourrir nos réflexions, nos actions et notre travail politique.

## LA BATAILLE ÉLECTORALE DE 1981

C'était un autre temps.

C'était un temps où la France n'avait pas connu de grande alternance politique depuis vingt-trois ans et où la gauche paraissait écartée pour toujours du pouvoir dans le cadre des institutions de la V<sup>ème</sup> République.

C'était un autre temps où le Parti communiste était une grande force politique qui comptait encore à la veille de 1981 pour 20 % des suffrages.

C'était un temps où le Front national représentait tout au plus 1 % des voix et où Jean-Marie Le Pen ne parvenait pas à rassembler les 500 parrainages d'élus nécessaires pour être candidat à la présidentielle.

C'était un autre temps où quatre grandes forces politiques de niveau à peu près égal se partageaient l'espace politique, le Parti socialiste, le Parti communiste, l'UDF et le RPR.

C'était un temps où la coupure gauche/droite était absolue, où la polarisation sociale était massive – 70 % des ouvriers votaient à gauche – mais où chaque camp était profondément divisé en son sein contre la force montante

**Jérôme Jaffré** est directeur du CECOP (Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique). En 1981, il était directeur des études politiques de la Sofres.

ou la force dominante : les communistes contre les socialistes, les chiraquiens contre les giscardiens.

C'était un autre temps, où la politique suscitait encore l'espoir et le sentiment qu'elle rendait possible de changer la vie.

C'est un temps qu'il faut revisiter en examinant le jeu des forces, des stratégies et des projets des quatre principaux candidats à l'élection présidentielle de 1981.

### ***François Mitterrand, un accomplissement politique***

La victoire de François Mitterrand en 1981 vient de loin. Elle s'inscrit dans le processus de refondation du Parti socialiste au congrès d'Épinay en 1971, poursuivi avec la réunification des socialistes aux Assises à l'automne 1974. Elle a une stratégie claire : l'orientation à gauche du parti et autant que possible l'union de la gauche. Elle est portée par une nouvelle génération venue au Parti socialiste dans les années 1970, ceux que l'on a appelé les « sabras ». Cette génération s'installe dans les mairies avec la très nette victoire de la gauche aux élections municipales de

1977 avant d'accéder aux responsabilités nationales dans les années 1980.

La victoire de 1981 s'inscrit dans la série des scrutins des années 1970 avec la victoire frôlée à la présidentielle de 1974 et la victoire empêchée par l'attitude du Parti communiste aux élections législatives de 1978. Le Parti socialiste gagne toutes les élections intermédiaires de 1974 à 1981. Il emporte toutes les séries d'élections législatives partielles qui scandent alors la vie politique. Avec le recul, on peut dire qu'un succès à l'élection présidentielle devait tôt ou tard survenir.

### ***Une victoire loin d'être acquise***

Pourtant, 1981 était loin d'être une élection acquise pour la gauche. Rien ne serait plus faux pour l'esprit de considérer que l'événement, parce qu'il s'est produit, était inéluctable. A la veille de l'élection de 1981, François Mitterrand apparaissait archi-usé, « recordman du monde des candidatures », comme le qualifiait alors Valéry Giscard d'Estaing. Il avait derrière lui six défaites comme

leader national : deux à la présidentielle en 1965 et en 1974, quatre aux législatives, en 1967 et 1968 à la tête de la Fédération de la gauche, en 1973 et 1978 comme Premier secrétaire du Parti socialiste. Alors même que le succès en 1978 paraissait quasi certain, la défaite *in extremis* avait installé l'image de l'éternel perdant et paru mettre un terme à ses chances d'accéder un jour à l'Élysée.

La gauche de ces années-là est profondément divisée avec un Parti communiste presque aussi fort que le Parti socialiste. C'est seulement aux élections législatives de 1978 que, pour la première fois depuis 1936, les socialistes obtiennent au premier tour davantage de voix que leur associé-rival. Depuis 1977, le Parti communiste est devenu violemment anti-Parti socialiste et violemment anti-Mitterrand. Face à l'hypothèse de son accession à l'Élysée, une stratégie d'empêchement des communistes paraît probable, une consigne « bonnet blanc, blanc bonnet » – comme celle lancée par Jacques Duclos en 1969 dans le second tour opposant Alain Poher à Georges Pompidou – ne semble même pas exclue.

Enfin, il est juste de dire que jusqu'au bout le président en place, Valéry Giscard d'Estaing, dispose dans l'opinion publique d'une forte image, qui en fait encore un adversaire redoutable. Certes, depuis l'automne 1980 et avec l'approche du scrutin, sa cote de popularité n'a cessé de baisser. Au baromètre *Figaro Magazine* /Sofres, le taux de confiance passe de 54 % en octobre à 47 % en janvier et devient même négatif en mars. 41 % des Français lui font alors confiance contre 44 % d'avis contraire. Mais, avec le recul que nous avons maintenant et comparé au niveau où tomberont ses successeurs, ce score reste tout à fait honorable. Surtout, s'agissant de la capacité à exercer la fonction présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing domine largement ses rivaux, y compris François Mitterrand. Jusque dans l'entre-deux-tours où, à la question posée par la Sofres de savoir « Qui a le plus l'étoffe d'un président de la République ? », 51 % des personnes interrogées répondent Valéry Giscard d'Estaing, 27 % seulement François Mitterrand.

Parce qu'il a été élu à sa première tentative en 1974 au terme d'une campagne éclair, parce qu'il a emporté au

dernier moment en 1978 des élections qui semblaient perdues, Valéry Giscard d'Estaing se croit invincible. Il pense pouvoir s'appuyer, comme en 1978, sur ce qu'on avait alors baptisé « le réflexe de l'isoloir » qui avait écarté *in extremis* du pouvoir les tenants du programme commun et du collectivisme. Au demeurant, et jusqu'au bout, les Français pronostiquèrent en majorité sa réélection.

### *Les leviers du succès de François Mitterrand*

Face à ces handicaps, François Mitterrand utilise plusieurs leviers et d'abord sa forte capacité de résistance dans l'adversité. Résistant à l'opinion publique et aux sondages qui, après la défaite de la gauche aux législatives et à partir de l'automne 1978, font obstinément de Michel Rocard le candidat socialiste souhaité à l'élection présidentielle de 1981, y compris parmi les sympathisants du Parti socialiste. Que serait-il d'ailleurs advenu si au lieu de renoncer, Michel Rocard était allé jusqu'à affronter François Mitterrand dans une primaire qui ne portait pas encore ce nom mais que les statuts du Parti socialiste d'alors prévoyaient bel et bien en la réservant aux seuls adhérents ?

Mais on ne réécrit pas l'Histoire. Et encore eût-il fallu que Michel Rocard ne prononçât point le serment saugrenu du congrès de Metz où, de lui-même, il lançait à la tribune : « Cher François Mitterrand, ce ne sera pas l'opposition de sa majesté. Si vous êtes candidat à l'élection présidentielle, je ne le serai pas ! ».

Capacité de résistance de François Mitterrand face au procès engagé contre les socialistes par le Parti communiste. Malgré les sirènes de ceux qui suggèrent de prendre acte de l'attitude des communistes et de leur tourner le dos, toute la stratégie du député de la Nièvre consiste à rester le champion de la gauche qu'il est depuis 1965 et à prôner le rassemblement des forces populaires. Le projet du candidat Mitterrand en 1981 reste empreint du programme commun signé en 1972 avec le Parti communiste. Il prévoit ainsi la nationalisation des banques et de neuf groupes industriels, les 35 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, le relèvement du SMIC, la création de 210 000 emplois dans le secteur public ou d'utilité collective ou encore l'impôt sur les grandes fortunes. Dans

ce domaine, l'efficacité économique compte moins que l'utilité politique. Il importe avant tout de montrer que les socialistes restent fidèles aux valeurs et aux idées de l'union de la gauche et qu'ils peuvent retourner au Parti communiste son procès.

Mais s'il garde l'orientation à gauche, François Mitterrand se sert en revanche pleinement de l'autonomie politique que confère l'élection présidentielle. A la différence des législatives, il n'y a pas lieu à désistement entre communistes et socialistes puisque seuls les deux candidats arrivés en tête au premier tour accèdent au second. Il ne s'agit pas tantôt de voter socialiste, tantôt de voter communiste selon l'ordre d'arrivée dans les circonscriptions mais partout de voter socialiste s'il parvient à se qualifier. Il n'y a pas lieu à négociation d'avant premier tour ou entre les deux tours.

François Mitterrand utilise cette autonomie politique pour sortir du piège de la participation ou non de ministres communistes en cas de victoire de la gauche. Georges Marchais, le secrétaire général du Parti communiste, la

réclame avec constance pour montrer que son parti est prêt aux responsabilités et Valéry Giscard d'Estaing s'en sert pour inquiéter les électeurs prêts à un gouvernement socialiste mais plus réticents à la perspective d'un gouvernement socialiste-communiste. Le débat avait empoisonné la campagne législative de 1978. Royalement en 1981, François Mitterrand renvoie ce choix à un débat que devront avoir *après* son élection les dirigeants des partis de gauche et que devra mener pour le Parti socialiste son nouveau Premier secrétaire en place depuis le mois de janvier, Lionel Jospin. Au surplus, précise le candidat, cette participation n'est nullement acquise car tout dépendra de l'attitude du Parti communiste et de son retour à une volonté de coopération... Aucun engagement n'est donc pris mais les électeurs communistes peuvent garder l'espoir que leur parti sera associé aux responsabilités et les électeurs du centre-gauche ou de la droite anti-giscardienne qu'ils en seront écartés.

A la différence de 1974, la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1981 n'est pas flamboyante. L'Histoire a gardé le souvenir de la réponse sur la peine de

mort donnée à Alain Duhamel dans l'émission politique phare de la télévision d'alors, *Cartes sur table*. Mais le sujet n'occupe ensuite presque aucune place dans les débats de campagne. Les images d'archives restituent souvent la férocité de Mitterrand disant en meeting au lendemain de son débat de l'entre-deux-tours avec Giscard : « Quand il me demandait le cours du mark, j'avais envie de lui demander s'il connaissait le cours du diamant ». Mais la polémique sur les plaquettes offertes par Bokassa n'occupe pas davantage de place, au moins dans le débat public. En réalité, la campagne de François Mitterrand est prudente et habile et joue à plein des erreurs, des calculs et des faiblesses des autres grands candidats.

### ***Georges Marchais, la sanction des incohérences***

#### *Une tendance lourde*

Pour le Parti communiste, l'élection présidentielle de 1981 signe son entrée dans l'ère du déclin et son affaiblissement politique. Il s'agit là d'une tendance lourde que l'on va observer partout dans le monde où la démocratie s'exerce

ou se conquiert. Les 15,3 % des suffrages exprimés obtenus par le secrétaire général du Parti communiste le 26 avril 1981 sont nettement inférieurs aux scores de plus de 20 % encore obtenus aux élections législatives de 1978 et aux élections européennes de 1979. Mais comparés aux élections présidentielles suivantes, ils font figure de performance : 6,9 % en 1988, 8,5 % en 1995, 3,5 % en 2002 et 1,9 % en 2007.

Cette tendance lourde est accentuée par le caractère même de l'élection présidentielle et la difficulté du Parti communiste à accepter ce scrutin ou tout simplement à le gérer. Les communistes sont aussi hostiles aux institutions de la V<sup>ème</sup> République que celles-ci sont sévères à leur endroit. Le mot d'ordre d'élire un président de la République communiste serait risqué et de toute façon paraîtrait irréaliste. Même en 1981, le Parti communiste ne l'utilise pas.

Mais à ces problèmes de fond s'ajoutent en 1981 de lourdes erreurs et des incohérences qui ont pour effet d'accélérer le

processus du déclin. Le Parti communiste s'éloigne de ses idéaux. Au nom, tout d'abord, de la solidarité avec le « grand frère » soviétique, les dirigeants vont jusqu'à approuver l'intervention russe en Afghanistan. Dans une interview restée célèbre donnée à TF1 depuis... Moscou le 11 janvier 1980, Georges Marchais tance Pierre Joxe « valet de François Mitterrand » et qualifie l'intervention d'« assistance de l'URSS à l'Afghanistan ».

Pis, le Parti communiste se coupe de l'idéal de l'internationalisme prolétarien. En décembre 1980, pour ouvrir la campagne présidentielle, il monte dans l'un de ses fiefs, Vitry-sur-Seine, en présence du maire, une opération bulldozer pour détruire le bâtiment d'un foyer de travailleurs immigrés. Puis en février 1981, les élus municipaux organisent à Montigny-les-Cormeilles une manifestation de délation contre une famille marocaine accusée d'être pourvoyeuse de drogue. Le jeune maire communiste de la ville, Robert Hue, est à la manœuvre, si peu connu alors que, relatant l'événement, *L'Année politique 1981* le baptisera sans malice Robert... Hué. Dans son programme présiden-

tiel, Georges Marchais met en avant le thème de « créer et produire français » et de l'arrêt de l'immigration. Il défend les 40 heures de travail hebdomadaire contre les socialistes qui veulent passer aux 35 heures et qu'il accuse de vouloir baisser le pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

### *Les incohérences du Parti communiste*

Depuis 1977, le Parti communiste mène une politique en zig-zag qui va favoriser la fuite de ses électeurs. Georges Marchais se proclame « le candidat anti-Giscard ». Mais, comme il ne prétend pas être élu, c'est inciter les électeurs à trouver un candidat anti-Giscard plus efficace.

Georges Marchais ne cesse de dénoncer François Mitterrand dont l'élection, dit-il, serait « un danger ». « Voter pour lui [au second tour], déclare-t-il à la télévision en mars, me poserait un grave problème ». Son bras droit Charles Fiterman ajoute que l'élection de Mitterrand représenterait « l'illusion du changement ». Mitterrand est accusé de vouloir gouverner avec la droite et d'être prêt à s'entendre avec Valéry Giscard d'Estaing.

Mais si Mitterrand est un danger, pourquoi les communistes l'ont-ils soutenu deux fois déjà et dès le premier tour aux élections présidentielles de 1965 et 1974 ? Mitterrand accusé de vouloir s'entendre avec Giscard ? Mais dans une élection présidentielle où par définition le vainqueur prend tout, il faudra bien que l'un des deux reste au tapis. Mitterrand illusoire et déloyal ? Mais pourquoi alors le Parti communiste ne cesse-t-il de réclamer des ministres communistes en cas de victoire de la gauche pour gouverner le pays avec lui ?

Le bilan de ces incohérences est connu. Un quart des électeurs communistes choisissent dès le premier tour d'apporter leur suffrage à François Mitterrand. L'écart entre socialistes et communistes, qui n'était que de quatre points en 1978, devient brusquement supérieur à dix points. La capacité de gêne du Parti communiste à l'égard du candidat socialiste s'en trouve fortement réduite et aussi son influence dans les futurs gouvernements de gauche.

Au surlendemain du premier tour, le Parti communiste prend acte de la situation politique et appelle clairement à voter François Mitterrand. Mais affirmer qu'entre les deux tours il joue pleinement la carte du soutien serait excessif. Les dirigeants communistes, Georges Marchais et Roland Leroy en tête, continuent de s'inquiéter du « flou » des engagements de François Mitterrand. *L'Humanité* accorde une large place aux propos des militants de base qui parlent du « gros sacrifice » de devoir voter Mitterrand. Le Parti communiste laisse entendre que, comme en 1936, une victoire de la gauche sera suivie d'un mouvement de grèves et de luttes sociales, rentrant ainsi en écho avec les arguments finaux de Valéry Giscard d'Estaing sur « le désordre socialiste ». Le 7 mai, à trois jours du second tour, Georges Marchais réclame « le droit d'organisation et d'expression des partis politiques dans l'entreprise » et lance le mot d'ordre : « Créons des conseils d'ateliers, de bureaux, de chantiers ». Chiffon rouge de demander ainsi selon le vieux slogan « Les soviets partout ! ». Mais la baisse d'influence communiste constatée au premier tour est telle que ce mot d'ordre,

qui, lancé en 1978, aurait suscité bien des polémiques, ne rencontre pas d'écho.

Peut-on affirmer que le jour du vote, comme le dit Pierre Juquin dans ses mémoires<sup>2</sup>, le Parti communiste a pratiqué le vote révolutionnaire, c'est-à-dire fait voter là où il le pouvait ses troupes pour Valéry Giscard d'Estaing ? On relève bien dans les fiefs communistes un recul du score de François Mitterrand par rapport à 1974 (alors même que dans l'ensemble du pays celui-ci gagne 2,5 points). Entre les seconds tours des deux présidentielles, le candidat de la gauche baisse de 3 points à Ivry-sur-Seine, de 3,6 points à Drancy, de 3,8 points à Bagnolet et même de 7,4 points à Bobigny. Selon le sondage post-électoral de la Sofres, 8 % des électeurs de Georges Marchais n'ont pas voté François Mitterrand au second tour, ce qui représente tout de même 350 000 suffrages. Mais inversement, 92 % d'entre eux ont voté pour le leader socialiste. Si un mot d'ordre révolutionnaire s'est répandu dans le parti, il faut bien admettre que la volonté de changement l'a balayé !

---

2. Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, L'Archipel, 2006.

## *Jacques Chirac pris dans ses calculs*

C'est à Jacques Chirac que revient la campagne flamboyante et dynamique de la présidentielle de 1981. Elle lui a permis de passer de 12 % des intentions de vote en février à 18 % dans les urnes, soit le score qu'à peu de choses près il fera à toutes ses candidatures présidentielles.

### *Une campagne anti-giscardienne*

Du président du RPR de 1981, l'Histoire a retenu qu'il a beaucoup travaillé pour se débarrasser de Valéry Giscard d'Estaing et a ainsi servi les chances de François Mitterrand. La guerre des droites a commencé en 1976 avec la séparation brutale entre le président et son Premier ministre d'alors. Elle s'est poursuivie avec la bataille municipale de Paris qui a donné son fief à Jacques Chirac et a culminé fin 1978 avec l'appel de Cochin où était dénoncé « le parti de l'étranger », dirigé – qui pouvait en douter ? – par le chef de l'État lui-même. Il reste qu'en 1981, le président du RPR a moins cherché à aider François Mitterrand qu'à travailler pour l'avenir de Jacques Chirac.

Soit avec une réélection d'extrême justesse de Valéry Giscard d'Estaing entraînant de fait sa *diminutio capitis*. Soit en pariant sur la victoire probable de François Mitterrand lui permettant ainsi de devenir immédiatement le leader de l'opposition, pour reconquérir le pouvoir dès les législatives qui suivraient la dissolution ou sinon, très vite puisque l'Histoire enseignait que par définition une expérience de gauche ne durait jamais plus de deux ans. On sait ce qu'il en advint de ces savants calculs, avec quatorze ans d'attente pour le maire de Paris.

Le projet de Jacques Chirac en 1981 se situe aux antipodes de celui de François Mitterrand. Le vrai programme de droite, c'est le sien, pas celui de Valéry Giscard d'Estaing. Il se prononce – déjà ! – pour le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la suppression de la taxe professionnelle et de la taxe sur les plus-values – deux réformes qu'il avait fait adopter peu auparavant comme Premier ministre... –, la réduction possible de la durée de travail mais avec baisse parallèle des salaires et, enfin, l'arrêt de l'immigration. La dénonciation permanente

durant sa campagne du « socialisme rampant » de Valéry Giscard d'Estaing va lui permettre de marquer sa différence et, ajoutée à ses talents de candidat, de progresser auprès des commerçants, artisans, chefs d'entreprise et aussi des cadres supérieurs et professions libérales où il réussira même à devancer le président en place.

Au-delà, Jacques Chirac mène une campagne de déstabilisation de Valéry Giscard d'Estaing. Et lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours, François Mitterrand ne résistera pas au plaisir de parsemer ses propos de citations de campagne du maire de Paris dont l'une des plus éloquentes remonte à deux mois à peine : « Si l'on peut rendre à ce pays la confiance et l'espoir, fût-ce au prix de la défaite du président de la République, c'est l'intérêt de la France qui m'importe et non pas l'intérêt de tel ou tel homme ».

*Les reports chiraquiens à gauche ne suffisent pas à expliquer la victoire de celle-ci*

Éliminé au soir du premier tour, Jacques Chirac ne lancera aucun appel clair et net à voter pour son rival. Le 27 avril,

au lendemain du premier tour, s'il précise d'un ton glacial qu'« à titre personnel, je ne puis que voter pour M. Giscard d'Estaing », il limite la portée de son propos en précisant : « Le 10 mai [jour du second tour], chacun devra voter selon sa conscience ». Puis, quatre jours avant le second tour, alors que les sondages interdits de publication mais connus des états-majors annoncent la défaite du président sortant, Jacques Chirac, soumis à toutes sortes de pressions, fait une deuxième déclaration mais n'appelle pas davantage à voter Giscard et ne cite même pas son nom. Tout au plus, invite-t-il à ce que « les Français aient conscience du risque que l'élection de M. Mitterrand ferait courir à la France ».

Est-ce pour autant que l'on peut affirmer que les électeurs de Jacques Chirac ont « fait » l'élection de François Mitterrand ? Selon le sondage post-électoral de la Sofres, 73 % de ses électeurs ont voté au deuxième tour pour Valéry Giscard d'Estaing, 16 % pour François Mitterrand, 11 % se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul. On peut ainsi évaluer à un million quatre cent mille le nombre

d'électeurs chiraquiens qui ont fait défaut au président en place, alors que l'écart final du second tour a été d'un peu plus d'un million de voix.

Mais il était évidemment inconcevable que la totalité des électeurs chiraquiens se reporte sur le président en exercice. En 1974, dans un tout autre contexte et alors que l'union à droite était la règle, Valéry Giscard d'Estaing avait récupéré dans son élection victorieuse 83 % des électeurs de Jacques Chaban-Delmas, 11 % choisissant Mitterrand et 6 % s'abstenant. Si en 1981 on avait observé les mêmes reports de voix, Giscard eût obtenu 500 000 suffrages exprimés de plus et Mitterrand 250 000 en moins. Mais le résultat final n'aurait pas été inversé. Précisément, il eût été le résultat presque symétrique du scrutin de 1974 avec cette fois-ci, 50,5 % pour François Mitterrand et 49,5 % pour Valéry Giscard d'Estaing. Les mauvais reports des électeurs chiraquiens ne suffisent pas à expliquer la défaite de la droite mais ils l'ont nettement accentuée.

### *Valéry Giscard d'Estaing dans sa tour d'ivoire*

Avec le recul des trente années passées, il est juste de souligner la grande difficulté pour un président sortant de solliciter, hors cohabitation, les suffrages des électeurs, surtout en situation de crise économique. La France du début de 1981 ne supporte pas de compter un million sept cent mille chômeurs, elle qui allait devoir en compter plus de trois millions dans les années à venir. L'opinion publique constate avec effroi la fin des Trente glorieuses. Un an avant la présidentielle, 58 % des Français considèrent que les dix prochaines années seront moins bonnes que les dix précédentes. En 1977, ils n'étaient que 15 % à le penser.

### *Un niveau stratosphérique*

Pourtant, Valéry Giscard d'Estaing aborde la campagne présidentielle avec le vif sentiment de sa supériorité personnelle, la certitude qu'il a bien géré les problèmes de la France et les deux chocs pétroliers de la décennie. Tout au long de ces semaines décisives, il se situe à un niveau stratosphérique et met en avant comme thème principal... la

réalisation du programme électronucléaire. Il ne cherche ni à adresser un message d'ouverture vers les électeurs RPR, ni à mener un véritable travail de combat contre les propositions de François Mitterrand, alors qu'en 1978 la droite s'était livrée à un travail de démolition en règle du programme commun.

Le projet de Valéry Giscard d'Estaing est un mélange de rigueur et de technocratie annonçant la poursuite de la politique menée avec son Premier ministre, Raymond Barre, conservé à Matignon jusqu'au terme du septennat malgré son impopularité. On y lit la mise en avant de la compétitivité et de l'ouverture de l'économie française, la volonté de lutter contre l'inflation « par la modération de la croissance de la masse monétaire et la modération de la progression des rémunérations ». Moins de hausses de salaire donc énoncé en promesse électorale ! Sur le chômage – que 60 % des Français placent en tête de leurs préoccupations – le remède réside dans « l'extension du champ d'action de l'Unedic à la prévention des licenciements ». Ce qui est bien peu spectaculaire. A cela

s'ajoutent le refus des radios libres et implicitement le maintien de la peine de mort. Ce qui ne place pas le projet au cœur de la société à venir.

### *Une perte du sens de la confrontation politique*

Le plus préjudiciable réside cependant dans l'attitude même de Valéry Giscard d'Estaing qui, enfermé dans la tour d'ivoire de l'Élysée, donne le sentiment d'avoir perdu le sens de la joute et de la confrontation politique. Dès sa déclaration de candidature le 2 mars, il se lance dans une distinction assez confuse : « Je ne serai pas un président-candidat mais un citoyen-candidat ». Son affiche de campagne laisse perplexe puisqu'elle affirme en gros caractères : « Il faut un président à la France », alors que chacun pouvait penser qu'elle en avait un.

Valéry Giscard d'Estaing se trouve bien sûr soumis aux critiques de ses adversaires et en particulier à la cruauté de François Mitterrand qui le baptise à tout propos « président finissant » et cherche à l'humilier en parlant du « petit télégraphiste » ou du « salaire de Varsovie » pour évoquer

sa rencontre de Pologne avec Brejnev peu après l'intervention russe en Afghanistan. Pour le président, c'en est trop : « Les critiques sont à la limite du supportable », affirme-t-il, en parlant d'une « campagne de démoralisation de la France ». Il qualifie ses rivaux et ses adversaires de « neuf candidats anti-Giscard », activant de la sorte la perception d'un front commun entre eux.

Malgré son expérience et la campagne réussie de 1974, les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing témoignent d'une certaine perte de sens politique. Citons-en deux grâce aux verbatims alors scrupuleusement relevés par les journalistes politiques du *Monde* :

« Le plus grave échec de mon septennat, c'est de ne pas avoir pu régler le problème de l'emploi » (TF1, 10 mars 1981). Relevons que, par ce propos, le président-non candidat n'a pas dû aider le citoyen-candidat...

« La défense, la politique étrangère et l'emploi devraient échapper à l'affrontement des partis » (Antenne 2, 30 mars 1981). Mais alors de quoi parle-t-on en campagne électorale ?

D'autres déclarations à l'approche du premier tour témoignent d'un étonnant manque de compréhension du rapport de forces politiques à établir :

« Mon objectif reste qu'il y ait une réduction continue du nombre de Français qui optent pour un régime communiste. C'est mon ambition, mon objectif » (Europe 1, 12 avril 1981). Bel appel à une baisse électorale du Parti communiste mais qui en se produisant va rendre beaucoup plus facile la victoire de son adversaire socialiste.

Le clou réside cependant à quatre jours du premier tour, dans cet appel indirect à voter François Mitterrand face à la montée continue de Jacques Chirac dans les sondages : « Faites attention à ce que serait un scrutin de second tour dans lequel il ne resterait aucun candidat de l'opposition. Cela voudrait dire que la moitié des Français ne pourrait pas exprimer une préférence politique à l'occasion d'un choix national » (meeting de Lorient, 22 avril 1981).

Pour l'emporter, Valéry Giscard d'Estaing comptait dans l'entre-deux-tours sur une forte pression communiste de nature à inquiéter le pays et à susciter un sursaut en sa

faveur. Mais la baisse brutale du Parti communiste ramené à 15 % des suffrages et la position de François Mitterrand qui au soir du premier tour l'approche (25,8 % contre 28,3 %) changent la donne. Les attaques finales du citoyen-candidat contre « le marxisme et le collectivisme » tombent à plat. Sa dénonciation du risque de « l'ordre communiste ou du désordre socialiste » paraît irréaliste. Et Giscard paraît toujours aussi décalé par rapport à l'état des forces politiques et de l'esprit public :

« Si les Français disposaient des mêmes informations que moi, ce n'est pas une majorité de 52 % ou 53 % que nous aurions le 10 mai, mais une majorité de 70 % » (meeting de Cagnes sur mer, 2 mai 1981).

C'est le signe que, jusqu'au bout, Valéry Giscard d'Estaing a bien cru en sa victoire et même par un score plus élevé qu'en 1974. Mais les Français, ne disposant pas des mêmes informations que lui ou en ayant d'autres, ne votent pas comme il l'espère. Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu avec 51,75 % des suffrages contre 48,25 % à Valéry Giscard d'Estaing.

Le choc dans le pays est immense. Entre les deux tours, seuls 25 % des Français s'attendaient à la victoire de François Mitterrand. C'est une terrible désillusion pour les vaincus : 62 % des électeurs de Valéry Giscard d'Estaing pronostiquaient encore sa victoire à quatre jours du second tour. C'est un immense bonheur pour les électeurs du nouveau président. Après vingt-trois ans d'attente, l'heure de la grande alternance vient de sonner. C'est pourquoi le 10 mai 1981 reste si profondément ancré dans la mémoire collective des Français.

## **MAI 1981 : LA MOBILISATION DE FRANCE PLURIELLES**

La campagne électorale en vue de l'élection présidentielle de 1981 présente une part de mystère. Si la victoire de François Mitterrand, le 10 mai 1981, s'impose aujourd'hui comme une évidence, elle apparaissait, six mois avant l'élection, comme l'hypothèse la moins probable. Au début de l'automne 1980, Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard étaient donnés largement favoris, le scénario le plus crédible étant alors celui de la réélection du président sortant. Que s'est-il passé ? Comment, en quelques mois seulement, le cours de l'Histoire a-t-il été inversé au bénéfice de François Mitterrand ? En ce court laps de temps, la France aurait-elle glissé de la droite à la deuxième gauche (rocardienne) puis à la première (mitterrandienne) ? Loin de l'hypothèse de ce glissement vers la gauche (« sinistrisme »), l'analyse de l'opinion française, de septembre 1980 à mai 1981, plaide en faveur de deux autres registres d'explication majeurs : la conjoncture de la campagne électorale et, surtout, la capacité de François Mitterrand à

**François Miquet-Marty** est président de l'institut de sondages Viavoice.

fédérer, sur son nom, des « peuples électoraux » aux valeurs et aux conceptions distinctes, de gauche et au-delà. A ce titre, en référence à Montherlant que Mitterrand appréciait, l'alternance de 1981 a été permise par un syncrétisme<sup>3</sup>.

### ***Conjoncture de campagne : trois séquences d'opinion décisives***

De l'automne 1980 au mois de mai 1981, trois séquences d'opinion ont successivement prévalu au cours de la campagne présidentielle. La première a été celle de la déconstruction du rapport de forces d'origine (l'érosion de la prééminence Giscard-Rocard), la suivante a été celle de la dynamique de premier tour en faveur de François Mitterrand, la dernière a été celle de la dynamique de second tour, là encore en faveur de François Mitterrand.

La première séquence d'opinion a consisté en une déconstruction des situations d'opinion acquises. Un sondage

3. Henri de Montherlant. *Aux fontaines du désir*, chapitre « Syncrétisme et alternance », Grasset, 1927.

Sofres du 2 au 8 octobre 1980 réalisé pour *Le Figaro* décrivait des hypothèses de second tour plaçant Valéry Giscard d'Estaing vainqueur : par 52 % contre 48 % face à Michel Rocard et par 57 % contre 43 % face à François Mitterrand.

Au cours de l'automne 1980, la première déconstruction a affecté l'image de Valéry Giscard d'Estaing, essentiellement sur la critique de son bilan. Après le second choc pétrolier, en 1979, le président en exercice était parvenu à recueillir des jugements relativement positifs sur son bilan. Les sondages mensuels réalisés par l'Ifop à l'époque indiquent que, au cours du premier semestre 1980, plus de 45 % des Français jugeaient « positive » l'action du président, contre moins de 35 % qui la jugeaient « négative ». Ce rapport de perceptions s'est inversé de septembre à décembre. Dès le mois de novembre, la proportion de jugements négatifs était supérieure à celle des jugements positifs (42 % contre 38 %). L'apparition de ce discrédit jouera un rôle majeur pendant la campagne, puisqu'elle permettra à François Mitterrand d'en nourrir des arguments critiques

utilisés contre le président sortant jusque pendant le débat d'entre-deux-tours. En conséquence, les souhaits de victoire en faveur de Valéry Giscard d'Estaing ont diminué dès l'automne 1980 : alors qu'ils s'établissaient à 60 % au cours du premier semestre 1980, ils se sont resserrés à 54 % en décembre.

La deuxième déconstruction survenue à l'automne 1980, décisive pour la gauche, a concerné le crédit d'opinion de Michel Rocard. Bien évidemment, la « prééminence Rocard », manifeste au premier semestre 1980, était le fruit d'une longue histoire. Après les élections municipales de 1977, qui avaient vu le rapport de forces communistes-socialistes évoluer au profit du Parti socialiste, le Parti communiste a décidé de rompre la stratégie d'Union de la gauche engagée en 1972. Dans ce sillage, les élections législatives de 1978 n'ont pas permis à la gauche de disposer d'une majorité à l'Assemblée : cette défaite survenait après la présidentielle perdue de 1974 et la légitimité de François Mitterrand, en tant que leader de la gauche, en fut éprouvée. L'homme du congrès d'Epinay était devenu

celui d'une succession d'échecs et Michel Rocard avait beau jeu de stigmatiser la nécessité de tourner la page et d'engager un leadership plus moderne, moins idéologique et plus pragmatique. Néanmoins, à l'issue du Congrès socialiste de Metz, en 1979, Michel Rocard n'est parvenu à fédérer que 20 % des suffrages : minoritaire au sein du parti, le député-maire de Conflans Sainte-Honorine était l'homme de l'opinion. Entre Mitterrand et Rocard s'est installé en vue de 1981 un conflit de légitimités, celle du parti contre celle de l'opinion. Michel Rocard professait cependant, dès le congrès de Metz, sa volonté de ne pas être candidat contre François Mitterrand, dès lors que ce dernier souhaitait être candidat.

Le premier semestre 1980 fut une période d'incertitudes, la détermination de François Mitterrand en vue de 1981 demeurant à établir. L'un des seuls « signes » majeurs d'une volonté de candidature à la présidentielle fut sa décision d'écrire un livre avec le rocardien Guy Claisse, *Ici et maintenant*<sup>4</sup>.

---

4. François Mitterrand, *Ici et maintenant*, entretiens avec Guy Claisse, Fayard, 1980.

Fort de cette apparente indécision mitterrandienne, Michel Rocard a déclaré sa propre candidature, le 19 octobre 1980, de sa mairie de Conflans Sainte-Honorine. Mais cette prestation a été considérée comme un échec. D'une part en raison du respect du « pacte de Metz », Michel Rocard conditionnant sa candidature à la non-candidature de François Mitterrand ; d'autre part en raison d'un problème de communication au terme duquel Michel Rocard apparaissait de biais devant les caméras de TF1 et Antenne 2. Conforté par cette défaite médiatique, François Mitterrand a déclaré sa candidature en novembre et Michel Rocard s'est effacé.

Dans ce contexte, les souhaits de victoire à la présidentielle concernant Valéry Giscard d'Estaing ont régressé et ceux concernant François Mitterrand ont progressé : l'écart entre Mitterrand et Giscard s'est réduit de 12 points (- 6 points pour Valéry Giscard d'Estaing et + 6 points pour François Mitterrand) entre novembre et la fin de l'année 1980 (sondages mensuels Ifop). En revanche, à ce stade, les intentions de vote de premier tour demeuraient stables : Valéry Giscard

d'Estaing surclassait François Mitterrand avec 35-36 % des intentions de vote au premier tour, contre 17-18 %.

La deuxième séquence d'opinion fut celle de la dynamique de premier tour, du mois de janvier 1981 au premier tour de l'élection, le 26 avril.

Cette dynamique a été initiée par le retrait de la candidature de Michel Rocard, laquelle a favorisé un report des espoirs de la gauche sur le candidat Mitterrand. Le 24 janvier 1980, François Mitterrand a été investi candidat par un congrès socialiste exceptionnel, à Créteil, avec 84 % des suffrages. Il y a présenté ses « 110 propositions », en ligne avec le *Projet socialiste pour la France des années 1980*<sup>5</sup>. De ce programme de rupture économique, l'opinion publique a notamment retenu la nationalisation des banques et de neuf grands groupes industriels, et l'insistance sur l'emploi (création en particulier de 210 000 emplois dans la fonction publique), enjeu essentiel de la campagne.

---

5. Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années 1980*, Club socialiste du livre, 1980.

A la gauche du Parti socialiste, le Parti communiste a entretenu des positions relativement ambivalentes qui ont fragilisé une partie de son électorat. L'attitude à l'égard de François Mitterrand a été celle d'un soutien critique. L'attitude à l'égard de l'Union soviétique a été celle d'une fidélité réaffirmée : en particulier, en janvier 1980, en direct de Moscou, Georges Marchais a prononcé un éloge de la politique brejnévienne. Au total, sur l'ensemble de cette campagne de premier tour, le rapport de forces Parti communiste-Parti socialiste, toujours plus favorable à François Mitterrand qu'à Georges Marchais à la lecture des intentions de vote, a été d'autant plus bénéfique au candidat socialiste. Fondamentalement, toute la stratégie de François Mitterrand consistait précisément à crédibiliser l'idée d'un retour de la gauche au pouvoir, en prenant appui sur un Parti socialiste jugé moins inquiétant par la plupart des Français que son homologue communiste. A ce titre, les intentions de vote de premier tour, qui plaçaient Georges Marchais à un niveau inférieur à 20 % (entre 15 % et 19 % selon la Sofres), et donc inférieur à celui accordé à François Mitterrand, ont permis de déstigmatiser

ser une gauche qui gagnait ainsi des lettres de crédibilité gouvernementale.

A droite, pour le RPR, Jacques Chirac a présenté sa candidature le 3 février 1981. Débutant sa campagne avec des intentions de vote situées à 12 %, cette candidature Chirac s'est progressivement imposée, lors de la campagne de premier tour, comme un atout pour François Mitterrand. La division de la droite n'a eu de cesse de fragiliser le président sortant Valéry Giscard d'Estaing, les critiques émises par les chiraquiens, venues du camp de la droite, en étaient d'autant plus audibles et préjudiciables pour l'image du candidat de l'UDF. Enfin, Jacques Chirac est parvenu à engendrer une dynamique sur son nom, en vertu de laquelle les intentions de vote en sa faveur ont progressé de 12 % à 18 % pendant la campagne.

Au cours de cette campagne de premier tour, les divisions de la gauche et de la droite ont donc été décisives pour le candidat Mitterrand. Le 14 mars, l'émission télévisée *Cartes sur table* animée par Alain Duhamel a consacré aux

yeux d'une large part de l'opinion la profondeur de vue de François Mitterrand. Ayant pourfendu le bilan giscardien, puis sa pratique monarchique du pouvoir, le candidat socialiste s'est prononcé, en fin d'émission, pour l'abolition de la peine de mort. Cette prise de position a été d'autant plus importante qu'un sondage venait d'être publié sur ce sujet, révélant que 60 % des Français étaient favorables au principe de la peine de mort. Faisant référence à ses convictions les plus profondes et les plus intimes, citant les opinions des responsables des grandes religions, eux-mêmes promoteurs de l'abolition, François Mitterrand est apparu comme un homme attaché à une vision de société et sachant, au nom de sa sincérité revendiquée, prendre le contre-pied de l'opinion publique à quelques semaines d'un scrutin décisif.

En regard de ces événements, la candidature Giscard, longtemps entée sur l'idée du rassemblement le plus large face à une gauche accusée de nourrir les divisions, l'incompétence économique et le désordre, et par conséquent présentée comme une menace pour la France, est apparue relativement passive, sur la défensive. Qui plus est, les cri-

tiques qui fusaient de tous les horizons politiques contre cette présidence Giscard ont été redoublées par l'épisode de la candidature Coluche : dès le 14 décembre 1980, un sondage publié par le *Journal du Dimanche* accordait 16 % des intentions de vote à l'humoriste. La plaisanterie devenait un fait politique. Deux jours après l'émission *Cartes sur table*, le 16 mars 1981, Coluche, plus proche de l'univers socialiste que des autres, retirait sa candidature, en appelant à voter Mitterrand.

Enfin, ultime élément de campagne, les affiches « La force tranquille » conçues par Jacques Séguéla, présentant la photographie de François Mitterrand sur fond de village français, ont été largement diffusées, sur doubles panneaux 4x3.

L'ensemble de cette séquence de premier tour a dynamisé les intentions de vote en faveur de François Mitterrand et fragilisé celles qui concernaient Valéry Giscard d'Estaing. Les données Sofres, qui accordaient 19 % au candidat socialiste en décembre 1980, ont progressé jusqu'à 24 % en

février 1981. A l'inverse, le président sortant, crédité de 36 % d'intentions de vote de premier tour en décembre, ne disposait plus que d'un score de 28 % en février. Les courbes concernant les deux principaux candidats étaient désormais convergentes. A partir de mars, le rapport de forces, tous instituts de sondages confondus (Sofres, Ifop, Harris), était relativement stabilisé entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

La troisième séquence d'opinion, décisive, fut celle de l'entre-deux-tours, du 26 avril au 10 mai 1981. Au soir du premier tour, François Mitterrand recueillait 26 % des suffrages exprimés et Valéry Giscard d'Estaing 28 %. Le total des voix Mitterrand-Marchais était de 12 millions, et le total des voix Giscard-Chirac de 13,5 millions. Pour autant, numériquement, le rapport de forces politiques n'était pas si défavorable à François Mitterrand : le total des voix de gauche et écologistes (même si le candidat écologiste Brice Lalonde n'a pas appelé à voter Mitterrand au second tour) s'élevait à 14,7 millions (Laguiller, Marchais, Bouchardeau, Mitterrand, Crépeau, Lalonde), contre 14,3

millions concernant le total des voix de droite (Chirac, Giscard, Debré, Garaud), le tout avec une participation de 81 %. La grande déception de ce premier tour émanait des rangs communistes qui, avec seulement 15 % des suffrages exprimés, réalisaient leur plus mauvais score depuis la guerre<sup>6</sup>.

L'entre-deux-tours a été consacré par deux éléments majeurs. Le premier a consisté en la poursuite, manifeste en cette période décisive, des divisions de la droite. Marie-France Garaud, candidate gaulliste, a annoncé qu'elle voterait blanc et Jacques Chirac a soutenu Valéry Giscard d'Estaing sans enthousiasme. Cette démarche de différenciation a été bénéfique à François Mitterrand : au second tour, près de 16 % des électeurs de Jacques Chirac au premier tour se sont reportés sur le candidat socialiste, soit plus de 835 000 voix.

Le second élément fut le débat télévisé réalisé le 5 mai 1981. François Mitterrand, qui avait particulièrement

---

6. Voir tous les résultats en annexe.

travaillé ses interventions médiatiques, y apparut plus à l'aise qu'en 1974. Surtout, les échanges entre les deux hommes ont fait apparaître une forme d'ascendant du prétendant sur le sortant. A la différence du débat de 1974, Valéry Giscard d'Estaing n'est pas parvenu à prendre François Mitterrand en défaut sur le thème de la compétence économique. Le candidat socialiste, en revanche, a fait mouche avec des formules acérées qui visaient les points faibles de l'image du chef de l'Etat, au premier rang desquels le bilan : « vous allez de nouveau me reprocher d'être l'homme du passé. Il est regrettable que vous soyez devenu, entre temps, l'homme du passif ».

Le second tour consacra la victoire de François Mitterrand par 51,8 % des suffrages exprimés et une participation en hausse, à la faveur de l'ampleur de l'enjeu, de 86 %.

### ***Aux sources de la victoire : davantage qu'une progression de la gauche, la mobilisation de France plurielles***

Si la conjoncture de campagne est essentielle, elle n'est probablement pas décisive. Car cette conjoncture, dont les éléments saillants en termes d'opinion viennent d'être mis en évidence, ne suffit pas à comprendre les phénomènes d'adhésion entre un peuple (ou ici, factuellement, sa majorité) et un homme. En première approche, le sens commun voudrait que l'évolution du rapport de forces politiques, tel que nous venons de le décrire entre l'automne 1980 et le 10 mai 1981, consacre un glissement de l'opinion française de la droite vers la gauche et, plus encore, de la deuxième gauche vers la première. Telle serait l'évolution de fond qui se serait manifestée à travers l'érosion de la prééminence Giscard en termes d'opinion, la fin de la séquence Rocard, puis l'avènement du succès de François Mitterrand.

En réalité, cette hypothèse ne résiste pas à l'analyse. En effet, si le fond du positionnement mitterrandien reposait

effectivement sur un ancrage à gauche très net, de rupture économique (les « 110 propositions »), en revanche la campagne « La force tranquille » était loin de jouer sur ce registre. Fondamentalement, l'observation des positionnements de campagne électorale et la prise en compte des études d'opinion réalisées avant l'élection présidentielle de 1981 conduit à conclure que le succès du 10 mai réside en réalité dans la capacité de François Mitterrand à fédérer, sur son nom, des visions et des peuples idéologiques très différents. Concrètement, le succès de 1981 s'explique par le rassemblement de trois univers, à gauche et au-delà.

Le premier univers de valeurs est celui de la rupture économique. Simple à identifier, il est celui des électeurs communistes et pour une large part socialistes. Il recouvre les Français qui ont pu être convaincus par le programme des « 110 propositions », nourri du projet du Parti socialiste pour la France des années 1980.

Le deuxième univers de valeurs, plus méconnu, est celui de la protection. Une vaste étude réalisée par Bernard Cathelat

avant l'élection présidentielle révélait que la France était divisée en trois groupes, en trois « socio-styles ». Le premier, le plus important numériquement (42 %), était celui du « recentrage » ; ce groupe se caractérisait à la fois par un besoin de changement, mais également de protection, d'équilibre, de sécurité, de confort ; ses références idéales étaient celles de la proximité, du voisinage, du village. Il s'agissait d'une France du *cocooning* qui n'avait plus rien à voir avec celle du « changer la vie », ni même avec celle des barricades de Mai 68. C'est cette France, de gauche mais pas uniquement, qui a pu être sensible à la campagne « La force tranquille » : un village, une église et son clocher, l'absence de référence au socialisme, tout cela renvoyait précisément aux valeurs auxquelles était attaché ce groupe du « recentrage ». Dans la France des socio-styles de Bernard Cathelat, les deux autres groupes étaient la France de « l'aventure » (38 %) et la France « utilitariste » (20 %)<sup>7</sup>. Sur ce registre, l'analyse des électeurs de 1981, comparés à ceux de 1974, se révèle particulièrement éclairant. La

---

7. Bernard Cathelat, *Les styles de vie des Français, 78-98*, Stanké, 1978.

progression de François Mitterrand d'un second tour à l'autre, en nombre de voix, n'a pas été principalement le fait d'un ancrage plus important auprès des ouvriers ou des catégories modestes. Il s'est surtout accompli sur les terres de droite, dans l'Ouest, et en milieu rural. Cette assise électorale élargie témoigne notamment de la capacité mitterrandienne à fédérer un public attaché aux valeurs de protection.

Le troisième univers de valeurs, fondamental, est celui de l'historicisme, c'est-à-dire de la conviction selon laquelle l'histoire de France accomplit un destin, qu'elle a un sens (une signification et une direction) et que ce destin est inéluçable, bien que soumis lors des phases de son accomplissement aux vicissitudes de l'Histoire. Cet historicisme prend sa source dans la Révolution française, dont chacune des grandes étapes républicaines puis sociales de la France constituerait un accomplissement. A ce titre, 1981 était considéré, pour une partie des Français de gauche de l'époque, non pas comme une alternance de majorité destinée à être balayée quelques années plus tard

par une autre alternance, laquelle ramènerait le pouvoir à droite, mais véritablement comme la maïeutique de l'histoire française, comme une étape nouvelle sur un chemin engagé deux siècles plus tôt<sup>8</sup>.

En 1981, cette vision historiciste était fondamentale, parce qu'elle permettait de concilier la lecture marxiste de l'Histoire, laquelle raisonne en termes d'accomplissement continu, et la lecture républicaine. Autrement dit l'historicisme assurait, pour une large part, une réintégration de la rhétorique marxiste de la lutte des classes au sein d'une vision républicaine considérée par l'opinion comme plus crédible et moins menaçante pour la conquête du pouvoir politique en France.

Bien évidemment, cet historicisme n'était réductible ni aux « 110 propositions », ni à l'affiche « La force tranquille ». De façon plus spécifique, c'est la critique du « pouvoir

8. Les travaux de l'historien François Furet ont développé cette idée du temps long révolutionnaire. Cf. notamment François Furet, *La Révolution 1770-1880. De Turgot à Jules Ferry*. Hachette, 1999.

monarchique », entonnée par François Mitterrand contre la pratique de la présidence par Valéry Giscard d'Estaing, qui entre en résonance avec cet historicisme. La dénonciation des dérives du pouvoir, la stigmatisation d'un monarque replié sur son palais et distant par rapport aux souffrances et préoccupations des Français, faisait mouche non seulement comme arme politique, mais encore et surtout comme institution, en contrepoint de la droite, d'une gauche censée incarner l'accomplissement irréversible d'une histoire française dévolue, depuis la Révolution, au service du peuple. A cet égard, François Mitterrand inscrivait ses pas dans ceux des révolutionnaires de 1789, des républicains de 1848, de Jaurès et de Blum.

Valeurs de rupture économique, valeurs de protection, et valeurs historicistes : c'est à ce triptyque largement fédérateur que François Mitterrand doit son succès de 1981. A ce titre, le 10 mai ne consacre pas tant un basculement de la France vers la gauche qu'une extraordinaire capacité, pour le candidat socialiste, à mobiliser des univers idéologiques et intellectuels souvent en complémentarité et

parfois en concurrence. Mitterrand n'a pas accompagné l'histoire de France vers la gauche. Il a scellé l'alliance des différents visages de la gauche et élargi au-delà encore la galaxie de ses soutiens. Et c'est probablement sa force, jusqu'au terme de son existence, d'avoir su en incarner les diverses sensibilités.

Interrogé par Jean-Pierre Elkabbach en 1994, deux ans avant sa mort, François Mitterrand revenait sur les raisons de sa victoire : « Si les choses ont tourné comme cela [...] en 1981, affirmait-il, c'est parce que... la vie est un esquif sur une mer démontée. Elle vous fait passer sur le récif... soit elle crève le plancher et on va dans le fond, ou bien royalement elle vous fait passer à côté et on arrive sur les côtes éclairées de beau soleil sous les vivats populaires... Le navigateur qui est allé sur le récif était peut-être un plus grand navigateur que celui qui est arrivé au bon endroit ». Cela tient, concluait modestement Mitterrand, à « une part de chance, de hasard, de volonté ». Par-delà le talent et la détermination du leader, la mer, cette houle qui permet ou non de surmonter les récifs, est peut-être celle des

mouvements d'opinion. Sur ces courants-là, qui composent le visage de la France et sont en perpétuelle recomposition, il est possible de dire que Mitterrand fut un remarquable navigateur. Il a su non seulement tenir le gouvernail pour conduire le navire au port, mais encore emporter des succès en progressant à contre-courant (par exemple concernant la peine de mort) et surtout jouer à son profit de la diversité des courants, et peser sur leur cours. 1981 fut la victoire du syncrétisme plus que du sinistrisme.

## LE 10 MAI 1981, UNE ALTERNANCE TRANQUILLE

L'alternance au pouvoir de la gauche et de la droite est devenue un phénomène presque banal en France. Elle est entrée dans les mœurs politiques de la République. Cela n'allait pourtant pas de soi en mai 1981. La gauche n'avait pas gouverné depuis le début de la V<sup>ème</sup> République. Elle entendait s'attaquer au régime capitaliste en France et proposait un vaste programme de nationalisations. En outre, elle n'avait jamais accepté les institutions nouvelles, surtout depuis la révision de 1962. L'alliance des socialistes et des communistes, même rompue provisoirement après l'échec de la renégociation du programme commun en 1977 et la défaite législative de mars 1978, inquiétait une partie importante de l'opinion publique française. L'enjeu des élections du printemps 1981 n'était donc pas seulement de savoir si la première alternance sous la V<sup>ème</sup> République se produirait mais aussi dans quelles conditions elle aurait lieu.

Cet enjeu décisif, François Mitterrand en saisit l'importance dès sa prise de pouvoir au Parti socialiste au congrès

**Gérard Grunberg** est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études européennes de Sciences-Po).

d'Epinay en 1971 et il le maîtrisa tout au long des dix années qui ont séparé Epinay de son élection à la présidence de la République. Sachant ce que représenterait comme rupture, au moins apparente, l'arrivée des socialistes au pouvoir ainsi que la formation d'un gouvernement comprenant des communistes, portant un vaste programme de nationalisations, il estima qu'une telle rupture ne pouvait s'opérer sans heurts ou conséquences graves que dans le climat politique le plus apaisé possible. Très tôt, donc, il prépara non seulement l'alternance mais une alternance tranquille.

Pour y parvenir, il devait remplir trois conditions : accepter le cadre des institutions de la V<sup>ème</sup> République, neutraliser l'influence du Parti communiste et rassurer les alliés de la France. Sur ces trois points, aidé par les circonstances et par sa maîtrise du Parti socialiste, il atteignit son objectif. L'alternance de 1981 fut effectivement une alternance tranquille, et, de ce fait, la pratique même de l'alternance politique sous le régime de la V<sup>ème</sup> République fut banalisée.

### *L'acceptation du cadre institutionnel et de la primauté présidentielle*

Si pendant la campagne présidentielle de 1981 puis au lendemain de son élection, François Mitterrand put imposer à la gauche l'acceptation, au moins tacite, du cadre de la V<sup>ème</sup> République, c'est que, depuis 1971, il avait progressivement abandonné non seulement le révisionnisme de la gauche en matière institutionnelle mais aussi sa propre hostilité à la primauté présidentielle dans le régime de la V<sup>ème</sup> République. Il avait d'abord, dès le lendemain du congrès d'Epinay, affirmé sa volonté de défendre les principes et le fonctionnement de la démocratie représentative. Une éventuelle rupture sur le plan économique ne devait en aucun cas remettre en cause le pluralisme politique et donc la possibilité d'une nouvelle alternance de sens contraire. Ainsi, après avoir déclaré à Epinay que le Parti socialiste devait désormais se donner comme objectif premier la conquête du pouvoir, il précisait plus tard, dans sa présentation du Programme socialiste de 1972 : « Le Parti socialiste déclare solennellement qu'il ne trouvera pas

ailleurs que dans le suffrage universel le fondement de son pouvoir et qu'il ne participera à aucune coalition politique qui ne prendrait pas l'engagement de quitter le pouvoir si les partis de la coalition étaient désavoués par le corps électoral »<sup>9</sup>. L'année suivante, il précisait ainsi sa pensée : « L'alternance démocratique suppose qu'une majorité écartée par le suffrage universel accepte de s'en remettre à ses vainqueurs. [...] L'alternance démocratique s'accompagne donc nécessairement du pluralisme des partis, de la reconnaissance de leur rôle et de la garantie de leurs droits »<sup>10</sup>.

S'il se prononçait pour une rupture avec le capitalisme, il n'envisageait cependant sa propre action politique que dans le cadre d'une économie mixte, compatible avec la liberté d'entreprendre : « pour le temps qui vient, écrivait-il, l'économie socialiste se développera sur la base du double secteur sous la domination du secteur public et respectera les lois du marché sous la dominante du plan. Il

9. *Changer la vie, Programme de gouvernement du Parti socialiste*, Paris, Flammarion, p. 24.

10. François Mitterrand, *La rose au poing*, Paris, Flammarion, 1973, p. 126.

appartiendra à la génération politique qui suivra de fixer à son tour les nouvelles étapes du projet socialiste »<sup>11</sup>. Comme l'a montré Olivier Duhamel dans son ouvrage sur la gauche et la V<sup>ème</sup> République<sup>12</sup>, l'élection présidentielle de 1974 fut l'occasion pour François Mitterrand d'opérer son ralliement à la V<sup>ème</sup> République en incorporant certains éléments du présidentielisme. Il reprit à son compte la tradition gaullienne de la nomination du Premier ministre : « Si je suis élu, je ferai d'abord ce qui dépendra de moi. Et ce qui dépendra de moi de par la Constitution, ce sera de nommer le Premier ministre. Ce Premier ministre, comme c'est parfaitement normal, je le choisirai parmi les députés socialistes, membres de mon groupe parlementaire. J'ai besoin d'un homme en qui j'ai une pleine confiance amicale et la certitude d'une compétence en même temps que l'exacte longueur d'onde »<sup>13</sup>. Déjà, dans un discours à l'Assemblée nationale, le 4 octobre 1972, il avait revendiqué le pouvoir en propre de la nomination du chef du

11. François Mitterrand, *Ma part de vérité, op.cit.*, p. 284.

12. Olivier Duhamel, *La Gauche et la V<sup>ème</sup> République*, Presses universitaires de France, Paris, 1992.

13. *Le poing et la rose*, supplément spécial au n° 27, avril 1974.

gouvernement en déclarant : « Le chef de l'Etat peut nommer qui il veut à la tête du gouvernement », reprenant ainsi à son compte la vision présidentialisée du régime. Dans son entretien d'avril 1974, il allait plus loin encore en empruntant aux gaullistes la notion de majorité présidentielle, se référant explicitement à des déclarations de Georges Pompidou. Mon gouvernement, déclara-t-il, « sera, selon l'expression de M. Pompidou, à l'image de la majorité présidentielle ». Dans son discours du 8 avril 1974, il affirmait la nécessité de la primauté présidentielle : « Je souhaite que toute son autorité soit maintenue pour assurer la grande orientation de la France ». Il défendra encore plus clairement en 1978 cette vision en s'appuyant, pour la légitimer, sur la lecture gaullienne des institutions et non sur celle de la gauche, confondant volontairement la lettre et la pratique de ces institutions, dans l'émission *Cartes sur table*, sur Antenne 2 le 9 octobre 1978 : « Puisque les institutions le veulent, le président de la République est devenu le maître absolu de toutes les décisions du pouvoir exécutif ». La notion de président-arbitre laissait ainsi la place au président-véritable chef de l'exécutif.

La personnalisation de la campagne de François Mitterrand se marqua par la distance qu'il prit avec le programme commun. Le 8 avril 1974, au congrès extraordinaire du Parti socialiste, il déclarait : « Mon rôle n'est pas de présenter au pays un programme de gouvernement ». Et le 26 avril, à Caen : « le programme commun n'est pas mon affaire ». Lors de sa campagne, tout en reprenant ses critiques – vagues – contre les institutions, il insistait sur le fait que la révision constitutionnelle n'était pas une priorité. C'est ce qu'il dit aux socialistes lors du congrès extraordinaire du 8 avril 1974 : « Quant à la réforme constitutionnelle, eh bien ! Il appartiendra au gouvernement [...] de définir et la quantité et le calendrier qui lui permettront d'épousseter une Constitution déjà bien fatiguée, usée pourrait-on dire, avant d'avoir servi, puisqu'autant que je puisse en juger, elle me paraît être restée assez vierge en quelques domaines importants... mais une vierge bien délaissée ! Ce n'est pas que cette Constitution suscite de ma part un coup de foudre. Il serait bien tardif ! Mais le devoir, à partir du moment où les Français se sont prononcés,

c'est d'appliquer leur volonté, jusqu'à ce qu'elle change »<sup>14</sup>.

Ainsi, lorsque s'ouvre la campagne de 1981, l'essentiel du ralliement, sinon doctrinal, au moins pratique à la V<sup>ème</sup> République a déjà été effectué. L'idée même d'une VI<sup>ème</sup> République est absente de la perspective mitterrandienne. Dans ses « 110 propositions » de 1981, François Mitterrand ne réclame aucune révision constitutionnelle importante. Le mandat présidentiel sera soit réduit à cinq ans et renouvelable une seule fois, soit de sept ans, non renouvelable. Il est prévu également, mais de manière extrêmement vague, que le Parlement « retrouverait ses droits constitutionnels » et que « l'usage du vote bloqué serait limité ».

La primauté présidentielle est clairement réaffirmée. Ainsi François Mitterrand déclare le 16 mars à la télévision : « le gouvernement ne peut être composé que d'hommes et de femmes ayant adopté les options du président jusqu'à ce que la sanction populaire renouvelée élise une majorité à

---

14. Archives de la Fondation Jean-Jaurès.

l'Assemblée nationale ». Entre les deux tours de l'élection présidentielle, il refuse de considérer que le gouvernement qu'il nommera au lendemain de son élection puisse être considéré comme un simple gouvernement de transition. Il déclare ainsi le 5 mai 1981 : « Ce ne sera pas un gouvernement transitoire mais le gouvernement tout court ». La primauté présidentielle est également revendiquée au sujet d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale. Dans *Le Monde* du 7 mai 1981, il déclare ainsi : « Je dissoudrai quand je le déciderai [...] J'ai l'intention de faire procéder à des élections avant le 1<sup>er</sup> juillet [...] On ne peut pas mener une autre politique sans une nouvelle majorité ». François Mitterrand, conformément à la vision gaullienne des institutions, réaffirme ainsi que le pouvoir exécutif procède du président de la République. Déjà avant l'élection, il écrivait dans son ouvrage *Ici et maintenant*<sup>15</sup>, paru en 1980 : « Le nouveau président indiquera au pays le chemin à suivre et l'invitera à envoyer au Parlement une majorité en harmonie avec le choix présidentiel [...] Puis il dissoudra

---

15. François Mitterrand, *Ici et maintenant*, entretiens avec Guy Claisse, Fayard, 1980.

l'Assemblée et constituera un gouvernement pour assurer la transition ».

Comme la campagne présidentielle de 1974, celle de 1981 fut une campagne très personnalisée, celle de « La force tranquille ». Serge Berstein cite ainsi une note de Georges Fillioud, futur ministre de la Communication de François Mitterrand, écrite pendant la campagne de 1981 et donnant sa vision du rapport qui doit exister entre le programme du parti et la plate-forme présidentielle du candidat : « Les thèmes de campagne seront naturellement extraits du projet socialiste. Ils n'ont pas à être débattus dans les instances du Parti socialiste en vue d'aboutir à un document nouveau, manifeste ou plate-forme. Le travail consistant à sélectionner les thèmes à retenir et à rechercher leur traduction à l'usage du grand public ne peut être accompli que par le candidat, son équipe et les experts en communication requis. La meilleure forme de présentation du programme paraît être celle de propositions concrètes, précises et en nombre limité »<sup>16</sup>.

16. Serge Berstein et alii, dir, *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, Perrin, 2001.

Après son élection, François Mitterrand s'attache à gommer l'image d'une coupure de la France en deux camps. Lors de son discours d'investiture, le 21 mai 1981, il déclare : « il n'y a eu qu'un vainqueur le 10 mai 1981, c'est l'espoir. Puisse-t-il devenir la chose de France la mieux partagée. Pour cela j'avancerai sans jamais me laisser sur le chemin du pluralisme, confrontation des différences dans le respect d'autrui. Président de tous les Français, je veux les rassembler pour les grandes causes qui nous attendent et créer en toutes circonstances les conditions d'une véritable communauté nationale ». Il reprend ainsi la thématique de Thomas Jefferson qui, élu président des Etats-Unis en 1800 et réalisant lui aussi la première alternance dans son pays, déclara dans sa *First inaugural address*, en mars 1801 : « *We are all republicans, we are all federalists* ». Le 27 mai 1981<sup>17</sup>, François Mitterrand s'adresse ainsi aux membres de son premier gouvernement : « Tout en restant fidèles à vos engagements communs, vous cessez d'être les représentants de votre parti. Vous êtes les représentants de la

17. *Le Monde*, 29 mai 1981.

France ». Et dans son message aux délégués du Congrès de Valence du Parti socialiste qui se tient après la victoire, en octobre 1981, il déclare : « Le président de la République est le président de tous les Français, il ne saurait être l'homme d'un parti ». Il se place ainsi dans la continuité du régime gaullien.

Une fois élu, François Mitterrand fit un pas supplémentaire vers l'acceptation du cadre institutionnel et de la primauté présidentielle. Dans son interview du 2 juillet 1981 au journal *Le Monde*, il déclara : « les institutions n'ont pas été faites à mon intention mais elles sont bien faites pour moi », et il poursuivit ainsi : « j'exercerai dans leur plénitude les pouvoirs que me confère la Constitution. [...] Nul n'ignore, au sein du gouvernement, comme ailleurs, que le président peut à tout moment faire prévaloir l'opinion qu'il a de l'intérêt national ». Le 8 juillet, dans son message au Parlement, il affirma, fidèle en cela à la vision gaullienne : « Mes engagements constituent la charte de l'action gouvernementale ». Il reprit même à son compte la hiérarchie entre le président de la République et le Premier

ministre, établie par le fondateur de la V<sup>ème</sup> République, lors d'un entretien à la BBC le 8 septembre 1982 : « Il est entendu, déclara-t-il, entre un président de la République et un Premier ministre, sous la V<sup>ème</sup> République, que le Premier ministre doit s'écarter le jour où c'est nécessaire. [...] J'agis ou j'interviens pour ce qu'on pourrait appeler les grandes directions, les grandes orientations. [...] Le Premier ministre agit tout à fait à sa guise pour les problèmes de la vie quotidienne ». François Mitterrand allait ainsi clairement contre la tradition du régime parlementaire. Le Premier ministre était d'abord responsable devant lui et c'est le programme présidentiel qu'il devait mettre en musique. François Mitterrand s'affirmait bien ainsi comme le quatrième président de la V<sup>ème</sup> République. L'alternance ne devait pas briser cette continuité.

### ***La neutralisation du Parti communiste***

Si François Mitterrand était bien décidé, une fois élu, à former un gouvernement avec les communistes, fidèle en cela à sa stratégie de l'union de la gauche, il savait que son

objectif d'alternance tranquille ne pouvait être atteint que s'il pouvait neutraliser au maximum l'influence et la puissance du Parti communiste.

Il utilisa habilement les moyens que lui donnait la Constitution, les graves erreurs tactiques de Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste dans cette période, puis les résultats électoraux du printemps 1981 pour y parvenir. Avec le recul, la rupture des négociations entre les deux partis en 1977 puis la défaite législative de la gauche en 1978, largement imputable à la direction du Parti communiste, se révéla un double miracle pour François Mitterrand, qui le libéra de la double contrainte dans laquelle le Parti communiste entendait l'enserrer. La rupture de 1977 le libéra du programme commun et de la nécessité de négocier avec le Parti communiste. La défaite de 1978 lui permit de ne pas arriver au pouvoir comme chef de gouvernement dans une double cohabitation avec un président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, embusqué et attendant ses premières difficultés, et un Parti communiste bien décidé à peser de tout son poids

dans la future majorité parlementaire et au sein du gouvernement. Les institutions et la pratique constitutionnelle le mirent en bien meilleure position pour imposer sa volonté aux communistes, les affrontant alors en tant que président de la République. Par leurs erreurs, les communistes donnèrent ainsi un avantage incommensurable à François Mitterrand. Le premier tour de l'élection présidentielle marqua, pour la première fois depuis la guerre, une nette suprématie des socialistes sur les communistes. Assommé, le Parti communiste fit voter sans négociation en faveur du candidat de la gauche au second tour. Entre les deux tours, dans une interview au journal *Le Monde*, le 7 mai, interrogé sur la future majorité parlementaire et sur un éventuel accord avec le Parti communiste, François Mitterrand répondit : « Vous vous trompez d'élection. Il s'agit d'élire un président de la République. Il ne s'agit pas, pour l'instant, de constituer un gouvernement sur la base d'une nouvelle majorité. J'ai personnellement le sentiment qu'élus président de la République, la majorité se formera le 10 mai ». Exit toute négociation avec le Parti communiste. La reprise à son compte par François Mitterrand de la primauté et de

l'indépendance présidentielles ainsi que de la notion de majorité présidentielle lui offrit des armes redoutables pour contrer les exigences du Parti communiste.

Le 22 mai 1981, François Mitterrand prononça la dissolution de l'Assemblée et les élections des 14 et 21 juin donnèrent une majorité absolue au Parti socialiste. Désormais, le Parti communiste, qui souhaitait toujours participer au gouvernement, ne fut plus en état de poser ses conditions. Il tenta de faire accepter à François Mitterrand un calcul de son quota de ministres au *pro rata* des suffrages obtenus par les deux partis au premier tour des élections législatives. Mais grâce au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, que les socialistes prévoyaient pourtant de remplacer par le scrutin proportionnel, le rapport des forces en termes d'élus était beaucoup plus favorable aux socialistes que le rapport des voix. François Mitterrand exigea donc que ce calcul soit effectué sur la base des sièges, c'est-à-dire sur le rapport entre les 270 sièges socialistes et les 44 sièges communistes. Déjà, dans son ouvrage *Ici et maintenant*, il avait critiqué la proposition

communiste : « Ainsi, les ministres ne seraient plus choisis en fonction de la représentation nationale mais du nombre de suffrages obtenus par chaque parti dans le pays. Cette proposition ne soulèverait pas d'objection si les élections législatives avaient lieu à la proportionnelle, réforme prévue par le programme socialiste et par le programme commun. Mais la législation en vigueur était toute autre. En exigeant le partage du pouvoir à la proportionnelle des suffrages alors que l'Assemblée nationale était élue au scrutin majoritaire, la délégation communiste nous précipitait au royaume d'Ubu et tentait de porter un coup à la démocratie représentative ». Cette fois-ci, François Mitterrand justifiait sa position par son attachement à la logique parlementaire. Mais en même temps, refusant toute négociation sur sa plate-forme présidentielle, les « 110 propositions », il réaffirmait que le programme gouvernemental, avec ou sans les communistes, serait bien le sien.

Les communistes durent finalement accepter non seulement d'être réduits à la portion congrue dans le gouvernement formé le 23 juin et dirigé par Pierre Mauroy,

n'obtenant que quatre postes dont aucun ministère régalien, mais encore les « 110 propositions » en l'état. François Mitterrand avait ainsi neutralisé l'influence communiste au-delà de ses espérances. Personne à droite ne pouvait plus agiter de manière crédible le danger d'une domination communiste sur le gouvernement de gauche. François Mitterrand avait réglé à sa façon la question. Entrés au gouvernement par la petite porte, les communistes acceptaient de subir la domination de François Mitterrand et du Parti socialiste. Le président allait pouvoir exercer le pouvoir dans toute son étendue. Le gouvernement « socialo-communiste » à direction socialiste pouvait dès lors apparaître comme un gouvernement « normal » de la V<sup>ème</sup> République.

***Rassurer les alliés de la France tout en poursuivant la politique gaulliste d'indépendance nationale***

Dès avant l'alternance, François Mitterrand a voulu s'inscrire dans une double continuité. D'une part, poursuivre l'orientation donnée par le général de Gaulle d'une poli-

tique extérieure donnant la priorité à l'indépendance nationale ; d'autre part, rassurer les alliés de la France et d'abord les Etats-Unis sur sa fidélité à l'Alliance atlantique dans une période marquée, avec l'invasion de l'Afghanistan par l'armée russe et l'installation en Europe des fusées soviétiques SS20, par une réactivation de la guerre froide.

Sur le premier point, François Mitterrand s'est rallié à la force de frappe française et à la non-participation de la France au commandement intégré de l'OTAN. Ce ralliement a complété ainsi sa stratégie de l'alternance tranquille en reprenant à son compte les grandes décisions de la politique de défense et de sécurité de la V<sup>ème</sup> République.

Sur le second point, son discours a tendu à rassurer les alliés de la France dans deux domaines, liés entre eux dans leur esprit, l'attitude de la France à l'égard de l'Alliance atlantique et la participation éventuelle des communistes au gouvernement de la France. Il réaffirma d'abord clairement son attachement, ancien, à l'Alliance atlantique. Il déclara que le déploiement des fusées russes SS20 en

Europe constituait une agression délibérée de la part de l'Union soviétique. Sans se prononcer encore clairement en faveur de l'installation des fusées Pershing américaines en Allemagne de l'Ouest, il appela cependant indirectement au démantèlement des fusées soviétiques avec son slogan « ni SS20, ni Pershing ». Il mit en cause la politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing, trop peu ferme, selon lui, à l'égard de l'URSS, notamment pour ce qui concernait l'Afghanistan. Il critiqua violemment le président de la République durant la campagne, le traitant de « petit télégraphiste » de Brejnev, alors que l'URSS ne faisait pas mystère à cette date de sa préférence pour une réélection du président sortant. Son attitude pouvait ainsi apparaître aux yeux des Américains comme plus atlantiste que celle de Valéry Giscard d'Estaing.

Après son élection, il s'attacha immédiatement à rassurer ses alliés tout en revendiquant pour la France le droit absolu de choisir sa politique en toute indépendance, en particulier pour ce qui concernait la composition du gouvernement. Au moment où il constitua le second

gouvernement Mauroy, dans lequel reentraient les communistes, il reçut à l'Élysée le vice-président américain Georges Bush, qui sortit rassuré de cet entretien et convaincu que la France était « un allié sûr et important ». Dès le 4 juin, le ministre des Affaires étrangères, Claude Cheysson, se rendit à Washington pour rassurer le président Reagan et réaffirmer le caractère fondamental pour la France de l'Alliance atlantique. Le 19 juillet, le président français rencontra le président américain en marge du sommet d'Ottawa. Tout fut ainsi fait à tous les niveaux pour convaincre les États-Unis de la fidélité de la France à l'Alliance atlantique. En juillet, dans un entretien à l'hebdomadaire allemand *Stern*, François Mitterrand laissa entendre que le déploiement des missiles américains était une nécessité avant même d'engager d'éventuelles négociations avec les soviétiques<sup>18</sup>. Ces déclarations ouvrirent la voie à son fameux discours au Bundestag en 1983, quand il opta clairement pour l'installation des missiles Pershing et lança sa fameuse formule : « les fusées sont à l'Est, les

<sup>18</sup>. Voir sur ce point : Frédéric Bozo, « La France, fille aînée de l'Allemagne », in Serge Berstein et alii, dir, *François Mitterrand. Les années du changement, 1981-1984*, op.cit, 195-219.

pacifistes sont à l'Ouest ». François Mitterrand démontra ainsi aux alliés de la France que, d'une part, celle-ci était plus que jamais fidèle à l'Alliance atlantique et que, d'autre part, la participation des communistes au gouvernement n'infléchirait en aucun cas la politique étrangère de la France. Ainsi, du point de vue de la politique étrangère et de défense, face à la droite gaulliste, avec la réaffirmation de la politique nationale d'indépendance, et face aux Américains avec la réaffirmation de la fidélité à l'Alliance atlantique, François Mitterrand assurait, comme dans les autres domaines politiques fondamentaux, une alternance tranquille.

Le 10 mai 1981 ne représente pas seulement la première alternance sous la V<sup>ème</sup> République, événement déjà capital en lui-même. Il représente aussi une alternance réussie sur le plan politique, c'est-à-dire une alternance permettant au nouveau pouvoir d'asseoir sa légitimité dans un climat pacifié, en ne rompant pas, pour l'essentiel, avec les principaux acquis institutionnels et politiques de la V<sup>ème</sup> République. Cette alternance tranquille devait permettre à la fois au

nouveau président de lancer une politique hardie en matière économique et sociale mais aussi d'en changer le moment venu. En banalisant l'alternance, François Mitterrand n'avait pas seulement permis aux socialistes d'accéder au pouvoir. Il leur avait aussi offert la possibilité d'y revenir rapidement après une éventuelle défaite. Avec l'instauration en France d'un régime d'alternance, François Mitterrand, sans changer les institutions, avait cependant transformé profondément le fonctionnement de la V<sup>ème</sup> République. Tel fut son double legs au régime politique français et au Parti socialiste.

## CONCLUSION

La victoire de François Mitterrand le 10 mai 1981 se situe au haut de l'Histoire de notre pays, non seulement parce qu'elle a été éclatante mais parce que, comme à la Libération, elle a inauguré une ère nouvelle qui s'est inscrite dans le temps. Les valeurs qu'elle a portées irriguent toujours le présent et imprégneront, j'en suis certain, les temps à venir, tant elles sont vivantes dans la conscience collective des Français.

Cette date du 10 mai 1981 exerce, bien sûr, une résonance particulière en nous et spécialement en moi. Elle représente à la fois l'aboutissement d'un combat que j'ai engagé dès l'âge de 16 ans et l'ouverture d'une page d'Histoire que François Mitterrand et moi voulions tout sauf une « expérience », même si nous entendions prendre appui sur l'œuvre de Léon Blum, la poursuivre et surtout la dépasser. Je crois que sur ce point, nous avons réussi.

**Pierre Mauroy**, porte-parole du candidat François Mitterrand durant la campagne, devient Premier ministre le 21 mai 1981.

L'héritage de ce grand moment de notre Histoire qu'est le 10 mai 1981 est celui de François Mitterrand, mais il appartient également au peuple français, à la gauche unie et à tous ceux qui y ont participé et qui en sont devenus les acteurs et les témoins.

Je crois que l'un des apports majeurs de mai 1981 est le vent de liberté et de démocratie, bref de renouveau, qui a soufflé sur la France et qui a imprégné toute la société. Le vote par le Parlement, dès septembre 1981, de l'abolition de la peine de mort, alors que la majorité du peuple français y était opposée, a constitué peut-être le symbole de cette volonté de faire progresser la France vers une démocratie plus forte et plus exigeante sur le plan de la dignité et de la conscience humaine.

Mai 1981, c'est aussi la libération des ondes. On l'oublie souvent tant le formidable mouvement de liberté d'expression et de création de radios libres et de chaînes de télévision s'est développé avec une ampleur et une rapidité imprévues. Il manifestait le besoin urgent d'en finir avec le

contrôle tatillon que la droite opérait depuis si longtemps sur l'information.

Libération également des territoires par une démarche décentralisatrice inédite en France dont toute l'Histoire depuis la Royauté avait été marquée par un centralisme qui étouffait les élus locaux soumis à la tutelle du préfet et vidait la vie locale de toute grande initiative propre. Les lois de décentralisation de 1982-1983 ont reçu au fil du temps l'appui de ceux-là mêmes qui les avaient vivement combattues. Plébiscitées par les Français, elles ont été approfondies par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis, de droite et de gauche, à l'exception du gouvernement actuel qui, en 2010, a opéré une recentralisation qui n'ose pas dire son nom. Mais, n'en doutons pas, ce retour en arrière est voué à l'échec tant l'aspiration des habitants à participer directement aux décisions qui les concernent dans leur vie quotidienne reste vive. De même, la démarche décentralisatrice a été à l'origine de l'épanouissement des villes françaises, malheureusement encore insuffisant en raison du poids de la ruralité qui persiste en

France et qui résiste à l'émergence de grandes capitales régionales donnant l'impulsion à des régions fortes.

Le même souffle de liberté a redonné sa vigueur au ministère de la Culture, dont les crédits ont été considérablement accrus, permettant une ouverture formidable vers tous les arts et les mouvements culturels modernes. Je retiendrai deux mesures qui résument l'esprit de mai 1981 dans ce domaine : le prix unique du livre et la Fête de la musique, fête dont on connaît le succès désormais mondial.

Mai 1981, c'est aussi bien sûr et surtout des avancées sociales considérables. On mesure aujourd'hui à quel point les Français sont restés attachés à celles réalisées par mon gouvernement. Elles ont été rappelées. Je ne prendrai que l'exemple de la retraite à soixante ans qui a constitué à leurs yeux un progrès auquel ils ont prouvé récemment qu'ils n'entendaient pas renoncer.

Pour garantir le progrès social, il faut promouvoir le développement économique et le potentiel industriel, en

particulier dans le domaine des PME. Il ne faut pas oublier non plus de maintenir et d'accroître notre potentiel énergétique, certes par le recours aux énergies nouvelles, mais surtout par le maintien, voire le renforcement de notre énergie nucléaire. Il en va du classement de la France sur le plan mondial.

Je suis fier aussi d'avoir créé le premier ministère à part entière des Droits de la femme, qui a engagé un mouvement pour l'égalité et la parité dans tous les domaines de la vie sociale, qu'il s'agisse du monde du travail ou de la sphère politique. Certes, même si des progrès ont été accomplis, l'égalité et la parité entre les sexes sont loin d'être atteintes dans les faits. Mais l'impulsion donnée en 1981 a été décisive et ne doit pas s'arrêter.

L'héritage de mai 1981, c'est aussi le choix irréversible de l'Union européenne, sauvegardée en 1982-1983 par le maintien de la France dans le Système monétaire européen qui a permis sa remise en route, ouvrant la voie à l'Acte unique européen, au traité de Maastricht et à l'euro.

Comme je regrette que l'Europe politique tarde à devenir réalité ! La grave crise financière et économique mondiale qui touche l'Europe depuis 2008 a mis en lumière le pouvoir excessif et les privilèges extravagants de la banque, de la finance et de leurs dirigeants. Malgré l'ampleur d'une crise qui n'est pas terminée et malgré les déclarations faites dans les récents sommets internationaux promettant d'y mettre un terme, ces extravagances perdurent. La gauche devra y mettre fin.

Je pense que la réussite de l'Europe dans le nouveau contexte mondial de concurrence exacerbée ne sera assurée que si la primauté du politique s'impose face au pouvoir économique et financier. Actuellement, l'Europe n'est pas à la hauteur de ces enjeux. Elle doit veiller à être symbolisée par des figures populaires et hautement représentatives du combat commun, de l'innovation technologique et intellectuelle comme de la hardiesse sociale.

Il en va de même au niveau national et international. Si mai 1981 a installé l'alternance démocratique en France,

les avancées restent insuffisantes au regard de l'exigence de la prise en compte des aspirations et des intérêts du peuple face aux dirigeants des banques et des entreprises du CAC 40. Sur le plan international, je fais le même constat. Certes, en trente ans le monde a changé. Après la chute du mur de Berlin, nous sommes entrés dans une phase d'accélération de l'Histoire, comme en témoigne encore tout récemment la force des mouvements assoiffés de liberté et de démocratie qui ébranlent depuis quelques mois de nombreux pays du Moyen-Orient. Mais, à mes yeux, les avancées que le monde connaît relèvent encore trop du symbolique, dans la mesure où le développement de la mondialisation n'est toujours pas accompagné, au niveau de l'ONU, d'un gouvernement économique et parce que le pouvoir politique continue de se heurter aux règles d'airain d'un marché mondial insuffisamment régulé.

Je pense que, en ce début de siècle, il est temps qu'une véritable révolution s'opère dans les esprits et dans les faits pour engager une profonde mutation démocratique de la marche du monde. Cette mutation a été contrariée depuis

près d'un demi-siècle par la formidable offensive néo-libérale déclenchée par Ronald Reagan, Margaret Thatcher et biens d'autres. Elle a ralenti – et quelque fois même brisé – l'élan de la gauche mondiale.

C'est à cette tâche que doit s'atteler le Parti socialiste, qui est devenu depuis mai 1981 le grand parti de la gauche française. C'est en faisant revivre, dans un futur proche, je l'espère, l'esprit de mai 1981, conquérant, rassembleur et généreux, qu'il y parviendra.

## ANNEXE

### Les résultats de l'élection présidentielle de 1981

	1 <sup>er</sup> tour	%	2 <sup>ème</sup> tour	%
Inscrits	36 398 859		36 398 762	
Abstention	6 882 777	18,9	5 149 210	14,2
Suffrages exprimés	29 038 117		30 350 568	
V. Giscard d'Estaing	8 222 432	28,3	14 642 306	48,2
François Mitterrand	7 505 960	25,9	15 708 262	51,8
J. Chirac	5 225 848	18,0		
G. Marchais	4 456 922	15,3		
B. Lalonde	1 126 254	3,9		
A. Laguiller	668 057	2,3		
M. Crépeau	642 847	2,2		
M. Debré	481 821	1,7		
M.F. Garaud	386 623	1,3		
H. Bouchardeau	321 353	1,1		

Source : A. Lancelot, *Les élections nationales sous la V<sup>ème</sup> République*, Collection Que sais-je ? PUF, 1998.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES  
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Réalisation : REFLETSGRAPHICS

AOÛT 2011

Hubert Védrine  
Jérôme Jaffré  
François Miquet-Marty  
Gérard Grunberg  
Pierre Mauroy

## 10 mai 1981 : retours sur une victoire

Après vingt-trois ans d'opposition, les élections de 1981 portent, avec François Mitterrand à l'Élysée puis Pierre Mauroy à Matignon, la gauche au pouvoir. Tournant majeur de la vie politique française, cette alternance reste pour beaucoup la référence toujours actuelle d'un profond renouveau de notre démocratie.

Projetant sur ces heures historiques la lumière de témoignages et d'analyses, ce livre réunit les textes issus de la journée organisée par l'Institut François Mitterrand et la Fondation Jean-Jaurès à l'occasion du trentième anniversaire de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)